



**TRAVAUX DE RENOVATION DES MENUISERIES EXTERIEURES DE
L'ANCIEN HÔTEL DE VILLACERF
SITUE 11 PLACE DES VOSGES/12 RUE DE TURENNE
A PARIS IV^{ème}**

(5 LOTS)

Marché à Procédure Adaptée

N° de procédure : P2532-PA-DIFI

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
DES PRESCRIPTIONS COMMUNES**

CCTP LOT 0

**Agathe de MAUPEOU + Elise OSTARENA
M+O Architectes du Patrimoine
52, rue Galande - 75005 PARIS**

&

**Cabinet ECOVI
Economistes de la construction
23, avenue Roquefort – 31250 REVEL**

Ind 5 - Décembre 2025

1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION - RÉGLEMENTATION - LOTS	4
1.1 OBJET DU PRÉSENT CCTP	4
1.2 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES DE L'OPÉRATION	4
1.3 ALLOTISSEMENT	4
1.4 PROGRAMME DES TRAVAUX	4
1.4.1 Décomposition des prestations de chaque lot	4
1.5 DOCUMENTS GRAPHIQUES	7
1.6 RÉGLEMENTATION CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ	8
1.6.1 Obligation de respect de la réglementation	8
1.6.2 Réglementation Européenne	9
1.6.3 Bruits et déchets de chantier	9
1.7 MATÉRIAUX & PRODUITS	9
1.7.1 Nature et qualité des produits	9
1.7.2 Choix des matériaux et produits	9
1.7.3 Études et documents d'exécution	9
1.8 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR	10
1.9 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES	12
1.10 RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES C.C.T.P.	12
1.10.1 Connaissance des réglementations et des documents contractuels	12
1.10.2 Dates de prise d'effet des C.C.T.G., D.T.U., normes, etc	12
1.11 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE	13
1.11.1 Réaction au feu des matériaux et produits	13
1.11.2 Comportement au feu des ouvrages	13
1.12 PLANS DE RÉCOLEMENT	13
1.13 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS	13
1.13.1 Sécurité et protection sur les chantiers	13
1.14 PERMIS FEU	15
2 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS	16
2.1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIFIQUES	16
2.2 RISQUES DE VOL ET DE DÉTOURNEMENT	18
2.3 PRESTATIONS À LA CHARGE DES ENTREPRISES	18
2.4 CONNAISSANCE DES LIEUX	19
2.5 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS	19
2.6 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT	19
2.7 TRAVAUX SPÉCIAUX	20
2.8 NOTE CONCERNANT LE PLOMB ET L'AMIANTE	20
2.9 CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION - SÉCURITÉ INCENDIE -	20
2.10 CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION - HANDICAPÉS -	20
2.11 ÉCHANTILLONS	21
2.12 CONSTAT PHOTOGRAPHIQUE	21
2.13 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES	22
2.14 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX	22
2.14.1 Généralités	22
2.14.2 Produits de marque	22
2.14.3 Responsabilité de l'entrepreneur	22
2.14.4 Agréments - Essais - Analyses	22
2.15 RÉSERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS	23
2.15.1 Prescriptions générales	23
2.15.2 Scellements - Rebouchages	23
2.15.3 Remarques particulières concernant les ouvrages en maçonneries anciennes	23
2.16 PROTECTION DES OUVRAGES	23
2.16.1 Protections des ouvrages des autres corps d'état	23
2.17 NETTOYAGE DE CHANTIER	23
2.18 INSTALLATIONS DE CHANTIER	24
2.19 PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC	25

2.20	REMISE EN ÉTAT DES LIEUX	25
3	SPÉCIFICATIONS PROPRES AUX INTERVENTIONS DE RESTAURATION	26
3.1	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	26
3.2	PROTECTION DES EXISTANTS	26
3.2.1	Protection des ouvrages existants	26
3.2.2	Mesures de conservation des ouvrages existants	26
3.2.3	Travaux réalisés en site occupé	27
3.2.4	Prise en charge des frais	28
3.3	SUJÉTIONS LIÉES AUX BÂTIMENTS.....	29
3.4	MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS.....	29
3.5	NETTOYAGES	29
3.6	TRAVAUX DE DÉPOSE ET DE DÉMOLITION	30
3.7	MATÉRIAUX ET MATÉRIELS DE RÉCUPÉRATION	30
3.8	NUISANCES DE CHANTIER	30
3.9	PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AUX TRAVAUX DANS LES EXISTANTS	30
3.10	DIMENSIONS DES EXISTANTS	31
3.11	SORTIE ET ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DE DÉMOLITION ET GRAVOIS	31

1 DÉFINITION DE L'OPÉRATION - RÉGLEMENTATION - LOTS

1.1 OBJET DU PRÉSENT CCTP

Les travaux de la présente opération ont pour objet :

TRAVAUX DE RÉNOVATION DES MENUISERIES EXTÉRIEURES DE L'ANCIEN HÔTEL DE VILLACERF SITUÉ 11 PLACE DES VOSGES/12 RUE DE TURENNE - PARIS / PARIS IV.

1.2 DÉCOMPOSITION EN TRANCHES DE L'OPÉRATION

Les travaux seront réalisés en une tranche.

Afin de permettre une meilleure compréhension, cette tranche sera décomposée comme suit :

- **Chapitre I**, élévation donnant sur la place des Vosges et élévation Est côté cour intérieure
- **Chapitre II**, élévation Sud de la cour principale
- **Chapitre III**, élévation Nord de la cour principale
- **Chapitre IV**, élévation Ouest de la cour principale et élévations Nord, Ouest, Sud & Est de la cour secondaire
- **Chapitre V**, élévation côté 12, rue de Turenne

Une prestation supplémentaire éventuelle est prévue dans le cadre de la présente opération, à savoir :

- **Prestation Supplémentaire Éventuelle n°1** : Mise en place de bâche de communication côté place des Vosges

1.3 ALLOTISSEMENT

L'ensemble des travaux de la présente opération est divisé en **5 lots** traités par marchés séparés, à savoir :

- **Lot n° 1 - Installation de chantier, Échafaudages, Maçonnerie, Finitions**
- **Lot n° 2 - Menuiseries extérieures bois patrimoniales, Restauration, Charpente**
- **Lot n° 3 - Menuiseries extérieures bois traditionnelles**
- **Lot n° 4 - Métallerie, Ferronnerie**
- **Lot n° 5 - Couverture, Plomberie, Zinguerie**

1.4 PROGRAMME DES TRAVAUX

1.4.1 Décomposition des prestations de chaque lot

Les prestations prévues dans le cadre de la présente opération suivant phasage défini à l'article 1.2 ci-avant et localisations dans chaque article ci-après comprennent notamment :

Pour le lot n°1 - Installation de chantier, Échafaudages, Maçonnerie, Finitions

*** Réalisation des installations de chantier**

*** Établissement des échafaudages et des protections**, comprenant :

- . Mise en place d'échafaudages en matériel 40*49
- . Mise en place de pare-gravois
- . Mise en place de sapine d'approvisionnement compris point de levage
- . Mise en place d'escalier d'accès
- . Mise en place d'ascenseur de chantier
- . Mise en place de passerelle de liaison

- . Mise en place de plateforme de stockage
- . Mise en place de bardage en tôle
- . Mise en place de bardage en lame de pin
- . Plancher de garantie
- . Mise en place de SAS de confinement extérieur
- . Confinement des lisses et garde-corps
- . Emmaillotage des échafaudages
- . Mise en place de tunnel de chantier
- . Mise en place de système de sécurité et de protection contre les intrusions
- . Mise en place de moyens d'investigation complémentaires

*** Travaux préparatoires**, comprenant :

- . Constat d'état des lieux
- . Intervention en conditions plomb
- . Dépose des stores existants
- . Démontage de souche de cheminée
- . Démolition de cloisonnement
- . Purge de faux-plafond

*** Restructuration des ouvertures**, comprenant :

- . Agrandissement d'ouverture

*** Les parements en pierre de taille**, comprenant :

- . Fourniture, taille et pose de bouchons en pierre neuve
- . Restauration des parements en pierre conservés comprenant nettoyage par brossage, rejingot en résine, ragréages en mortier de chaux au droit des parties en mauvais état ne nécessitant pas de reprises en pierre et eau forte d'harmonisation en fin de travaux

*** Travaux divers**, comprenant :

- . Calfeutrement des menuiseries au mortier de chaux
- . Tranchées dans maçonnerie
- . Raccord d'enduit plâtre
- . Assistance au titulaire du lot n°4
- . Réalisation de traverse béton
- . Retaille de dalle béton
- . Travaux de peinture
- . Peinture de ravalement
- . Trous, scellements et finitions
- . Réalisation d'un dossier documentaire des ouvrages exécutés (DOE)
- . Études d'exécution

*** Manutentions des gravois et évacuation en centre de tri**

*** Prestation Supplémentaire Éventuelle n°1** : Mise en place de bâche de communication côté place des Vosges

Pour le lot n°2 - Menuiseries extérieures bois patrimoniales, Restauration, Charpente

*** Échafaudages et protections**, comprenant :

- . Mise en place des moyens d'investigation propres aux interventions du présent lot
- . Mise en place de protections intérieures au droit de chacune des menuiseries traitées
- . Intervention en présence de peinture contenant du plomb

*** Travaux préparatoires**, comprenant :

- . Réalisation de sondages stratigraphiques
- . Dépose/repose de mobiliers et objets divers

> **Travaux de menuiserie**, comprenant :

> Les menuiseries neuves

. Fourniture, fabrication et pose de menuiseries neuves en chêne traité

> *ensembles menuisés*

> *croisées et châssis*

> *volets intérieurs*

. Dépose préalable des menuiseries existantes compris évacuation en centre de tri

> Les menuiseries en restauration en atelier

. Restauration en atelier d'ensembles menuisés et de volets intérieurs compris tous travaux préparatoires nécessaires

> Nettoyage en fin d'intervention

* **Travaux de charpente**, comprenant :

. Raccord de charpente au droit des souches de cheminées démolies

. Lucarne neuve

. Aménagement / adaptation de chevêtre

* **Travaux divers**, comprenant :

. Dépose/repose de boiseries

. Dépose/repose de rideaux et stores

. Réalisation d'un dossier documentaire des ouvrages exécutés (DOE)

. Études d'exécution

Pour le lot n°3 - Menuiseries extérieures bois traditionnelles

* **Échafaudages et protections**, comprenant :

. Mise en place des moyens d'investigation propres aux interventions du présent lot

. Mise en place de protections intérieures au droit de chacune des menuiseries traitées

. Intervention en présence de peinture contenant du plomb

* **Travaux préparatoires**, comprenant :

. Dépose/repose de mobiliers et objets divers

* **Les menuiseries neuves**, comprenant :

. Fourniture, fabrication et pose de menuiseries neuves en chêne traité

> *portes*

> *ensembles menuisés*

> *croisées et châssis*

. Dépose préalable des menuiseries existantes compris évacuation en centre de tri

* **Travaux divers**, comprenant :

. Fourniture et pose de store toile solaire extérieure

. Dépose/repose de rideaux et stores

. Réalisation d'un dossier documentaire des ouvrages exécutés (DOE)

. Études d'exécution

* **Nettoyage en fin d'intervention**

Pour le lot n°4 - Métallerie, Ferronnerie

* **Échafaudages et protections**, comprenant :

. Mise en place de moyens d'investigation

. Intervention en présence de peinture contenant du plomb

*** Les ouvrages neufs**, comprenant :

- . Fourniture, fabrication et pose de volets persiennés métalliques
- . Fourniture, fabrication et pose de lisse métallique
- . Fourniture, fabrication et pose de garde-corps métallique
- . Dépose d'ouvrages métalliques sans réemploi

*** Les ouvrages en restauration en atelier**, comprenant :

- . Restauration en atelier de volets persiennés métalliques existants

*** Travaux divers**, comprenant :

- . Dépose/repose de garde-corps intérieur
- . Réalisation d'un dossier documentaire des ouvrages exécutés (DOE)
- . Études d'exécution

Pour le lot n°5 - Couverture, Plomberie, Zinguerie

*** Échafaudages et protections**, comprenant :

- . Mise en place de moyens d'investigation
- . Intervention en présence de peinture contenant du plomb

*** Travaux préparatoires**, comprenant :

- . Dépose/repose de mobiliers et objets divers

*** Travaux de couverture**, comprenant :

- . Raccord de couverture
- . Habillage de lucarne
- . Révision des habillages d'appuis de baies en zinc
- . Fourniture et pose de châssis de toit
- . Fourniture et pose de châssis de désenfumage

*** Divers**, comprenant :

- . Réalisation d'un dossier documentaire des ouvrages exécutés (DOE)
- . Études d'exécution

1.5 DOCUMENTS GRAPHIQUES

p.02 Parti d'intervention

p.03 Répartition des usages

p.04 Plan des couvertures - État actuel & état projeté

p.05 Façades & couvertures du pavillon - État actuel & état projeté

p.06 Façade Sud cour principale - État actuel & état projeté

p.07 Façade Nord cour principale - État actuel & état projeté

p.08 Façade rue de Turenne et courette - État actuel & état projeté

p.09 Répartition des types de vitrages - État actuel

p.10 Répartition des types de vitrages - État projeté

p.11 Répartition des types de vitrages - État projeté : double vitrage soufflé

p.12 Répartition des types de vitrages - État projeté : simple vitrage feuilleté soufflé

p.13 Répartition des types de vitrages - État projeté : double vitrage float anti-effraction

p.14 Répartition des types de vitrages - État projeté : double vitrage float

p.15 Préconisations - Façade place des Vosges

p.16 Préconisations - Façade cour principale Est

p.17 Préconisations - Façade cour principale Sud

p.19 Préconisations - Façade cour principale Ouest

p.20 Préconisations - Façade cour principale Nord

p.23 Préconisations - Façade courette

p.24 Préconisations - Façade rue de Turenne

p.25 Préconisations - Châssis de toit

p.26 A01 - plan 1/20e

p.27 A02 - plan 1/20e

p.28 A03 - plan 1/20e

p.29 B01 - plan 1/20e

p.30 B02 - plan 1/20e

p.31 B03 - plan 1/20e

p.32 B04 - plan 1/20e

p.33 B05 - plan 1/20e

p.34 B06 - plan 1/20e

p.35 C01 - plan 1/20e

p.36 C02 - plan 1/20e

p.37 C03 - plan 1/20e

p.38 C04 - plan 1/20e

p.39 C05 - plan 1/20e

p.40 C06 - plan 1/20e

p.41 C07 - plan 1/20e

p.42 C08 - plan 1/20e

p.43 C09 - plan 1/20e

p.44 C10 - plan 1/20e

p.45 C11 & 12 - plan 1/20e

p.46 C13 - plan 1/20e

p.47 C14 - plan 1/20e

p.48 C15 - plan 1/20e

p.49 C16 - plan 1/20e

p.50 C17 - plan 1/20e

p.51 C18 - plan 1/20e

p.52 C19 - plan 1/20e

p.53 C20 - plan 1/20e

p.54 C21 - plan 1/20e

p.55 C22 - plan 1/20e

p.56 C23 - plan 1/20e

p.57 C24 - plan 1/20e

p.58 C25 - plan 1/20e

p.59 C26 - plan 1/20e

p.60 D01 - plan 1/20e

p.61 D02 - plan 1/20e

p.62 D03 - plan 1/20e

p.63 D04 - plan 1/20e

p.64 D05 - plan 1/20e

p.65 D06 - plan 1/20e

p.66 D07 - plan 1/20e

p.67 D08 - plan 1/20

1.6 RÉGLEMENTATION CONCERNANT L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU MARCHÉ

NOTA : En cas de contradiction entre les prescriptions du présent document avec le C.C.A.P., compte tenu de la préséance des pièces figurant à l'article 2.1 du C.C.A.P., les prescriptions figurant dans ce dernier document prévaudront toujours sur les articles suivants. Des compléments pourront être apportés dans les articles ci-dessous.

1.6.1 Obligation de respect de la réglementation

La réalisation des travaux du présent marché devra impérativement respecter tous les textes, dispositions, spécifications, prescriptions et autres, régissant les travaux objets des marchés.

Tous ces textes, documents et autres constituant la réglementation sont « pièces contractuelles » du présent marché.

Les textes, documents et autres constituant la réglementation à respecter ne sont pas joints matériellement aux marchés, mais chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement les connaître.

Par la signature de son marché, chaque entrepreneur s'engage à respecter cette réglementation. Cette réglementation est constituée par :

- les textes législatifs (lois) et les textes réglementaires (décrets, arrêtés, etc.) ;
- les textes et règlements généraux ;
- les textes et documents techniques.

1.6.2 Réglementation Européenne

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs.

Elles sont applicables aux travaux de la présente opération pour toutes celles qui ont été transposées pour qu'elles deviennent applicables dans l'ordre juridique Français.

1.6.3 Bruits et déchets de chantier

L'entrepreneur veillera à appliquer strictement la législation en vigueur concernant les bruits et les déchets de chantier.

1.7 MATÉRIAUX & PRODUITS

1.7.1 Nature et qualité des produits

Les matériaux et produits devant être mis en œuvre dans les ouvrages de la présente opération devront impérativement répondre aux conditions et prescriptions ci-après.

Les matériaux et produits prévus dans les DTU (CCTG) ou faisant l'objet de normes NF ou EN ou ISO devront répondre au minimum aux spécifications de ces documents.

Les matériaux et produits dits « non traditionnels », non prévus dans les DTU (CCTG) et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN ou ISO, devront selon le cas :

- faire l'objet d'un Avis technique ou d'un Agrément technique européen ;
- être admis à la marque NF ;
- être titulaires d'une « Certification » ou d'un label ;
- avoir reçu un « Avis de chantier » (Procédure d'urgence).

1.7.2 Choix des matériaux et produits

L'indication de « marques » est interdite afin d'éviter toute discrimination ou pratique anticoncurrentielle limitant l'égal accès des sociétés à la commande publique.

L'entrepreneur devra donc préciser les références des fournitures qu'il compte mettre en place lors de la soumission.

1.7.3 Études et documents d'exécution

Tous les calculs et dimensionnements (béton armé, charpente, canalisations, câbles etc.) seront conformes aux documents de référence généraux et en particulier aux règles de calcul. Ces plans et calculs devront être exécutés par un ingénieur ou calculateur spécialisé. Les études et plans d'exécution seront réalisés soit par ses propres équipes, soit par un bureau d'études spécialisé de son choix. Dans ce cas, il sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre et il devra fournir sa carte de qualification professionnelle et les attestations d'assurances décennale et responsabilité civile.

Les TITULAIRES devront fournir, à la demande de la maîtrise d'œuvre, tous les dessins d'exécution et notes de calculs nécessaires à la bonne compréhension de leur projet, l'appréciation des matériaux, sections, circuits, etc. qu'ils se proposent d'employer.

Pour tous les corps d'état, les documents d'exécution seront établis d'après le projet de la maîtrise d'œuvre, et devront toujours respecter les dispositions, principes et aspects de ce dernier. Ils seront toujours établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres, épaisseurs, etc. Les études et calculs seront mis à jour en fonction de l'avancement des études des autres corps d'état et des modifications demandées par la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les travaux ne pourront commencer avant visa de ces documents par maîtrise d'œuvre et approbation par le bureau de contrôle.

Le visa de la maîtrise d'œuvre portant essentiellement sur la vérification du respect des dispositions générales du projet, et des principaux encombrements des ouvrages, il ne diminuera en rien la responsabilité du TITULAIRE du lot qui reste pleine et entière, vis à vis des prestations dues au marché, et pendant toute la période de garantie de ses ouvrages.

Dans le cas de mise en œuvre d'un système constructif différent de celui proposé, accepté par écrit par la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage, le TITULAIRE du lot prendra entièrement en charge les adaptations à apporter au dossier de plans du marché.

L'établissement des métrés et des quantités est à la charge des TITULAIRES.

Avant tout commencement des travaux d'exécution, les TITULAIRES devront vérifier toutes les côtes des dessins qui leur seront soumis, devront signaler en temps utile à la maîtrise d'œuvre les erreurs ou omissions qui auraient pu se produire, ou les écarts significatifs de l'état des ouvrages existants par rapport aux plans DCE. Les TITULAIRES ne pourront d'eux-mêmes modifier quoi que ce soit à l'opération, mais ils devront signaler tous les changements qu'ils jugeraient utiles d'apporter. Ils transmettront tous les renseignements complémentaires sur tout ce qui semblerait douteux ou incomplet, et ils devront compléter dans les moindres détails les dessins qui leur seront soumis par le Maître d'œuvre.

Faute de se conformer à ces prescriptions, les TITULAIRES seront tenus responsables de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution et des conséquences qui en résulteront.

1.8 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

RECEPTION DE SUPPORTS EXISTANTS

En cas de support existant, accessible ou visible dans sa plus grande partie avant la dernière offre du TITULAIRE du lot, celui-ci devra s'assurer de la conformité du support, ou intégrer à son offre la préparation de support qu'elle juge nécessaire le cas échéant. En cas de support existant, que le TITULAIRE du lot n'aurait pas eu la possibilité matérielle de reconnaître avant la remise de sa dernière offre (structure cachée, sol ou paroi recouvert, local non visitable, ...) le TITULAIRE du lot devra attirer l'attention du Maître d'œuvre et du maître d'ouvrage dans son offre sur les risques de non-conformité du support.

RECEPTION DE SUPPORTS NEUFS

Chaque TITULAIRE doit « réceptionner » techniquement les ouvrages des autres TITULAIRES sur lesquels il va intervenir.

NON-CONFORMITES

Avant son intervention, il devra examiner l'ouvrage support, et établir un constat avec le TITULAIRE du lot concerné des éventuelles non-conformités qu'il enverra au Maître d'œuvre et au TITULAIRE du lot ayant réalisé l'ouvrage support.

Les non-conformités devront être déterminées selon :

- Les tolérances admises pour la réalisation de l'ouvrage support dans les documents généraux ou particuliers,
- Les documents techniques échangés en temps utile entre TITULAIRES (demandes de réservations, d'attentes, tolérances spécifiques, études de synthèse d'exécution,).

Le TITULAIRE du lot ayant réalisé le support devra rectifier l'ouvrage sous 24 h ou dans les délais prévus au planning contractuel pour ne pas perturber le déroulement du chantier.

Sauf autre disposition spécifiée dans le CCTP, tous les frais afférents à la réception de support sont supportés sans plus-value, par le TITULAIRE du lot intervenant en second.

RECEPTION TACITE

Sauf autre disposition spécifiée dans le CCTP ou imposée en cours de travaux par le Maître d'œuvre, la réception de support est laissée à l'initiative du TITULAIRE du lot intervenant en second. Au cas où celui-ci ne diffuserait pas de constat de non-conformité avant son intervention, l'ouvrage support sera considéré comme conforme, et le TITULAIRE du lot intervenant en second prendra en charge les éventuelles sujétions afférentes, jusqu'à l'achèvement complet de sa propre prestation. Toutefois, le TITULAIRE du lot ayant réalisé l'ouvrage support reste responsable de sa qualité jusqu'à la réception des travaux, il devra en rectifier les vices cachés et en assumera les garanties contractuelles et légales.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- pose en intérieur ou à l'extérieur
- conditions particulières rencontrées pour le chantier - compatibilité des matériaux entre eux, etc.

Pour les matériaux et produits proposés par l'Architecte, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus. Dans le cas contraire, il fera par écrit à l'Architecte, les observations qu'il jugera utiles.

L'Architecte prendra alors les décisions à ce sujet.

DOMMAGES SUR OUVRAGES NON RECEPTIONNES

Il est rappelé que les ouvrages restent sous la garde des TITULAIRES qui les ont réalisés jusqu'à la réception.

Toutefois, si au cours des travaux, des dégâts étaient occasionnés sur les ouvrages existants dans l'emprise du chantier ou construits, une réparation serait effectuée à la charge du TITULAIRE auteur des dommages. A moins d'une entente directe entre TITULAIRES, la valeur de réparation sera retenue lors du décompte générale DGD établie par le TITULAIRE du lot auteur des dommages. Si l'auteur des dégradations n'est pas identifié, et si le Maître d'œuvre juge que de manière évidente la dégradation est du fait d'un tiers, il pourra ordonner la prise en charge de la réparation par le compte prorata. Cette disposition est laissée à l'appréciation de la maîtrise d'œuvre. En particulier, si les dégâts sont faibles ou si au contraire les dégâts sont trop importants, le TITULAIRE du lot qui conserve la garde de ses ouvrages prendra en charge leur remise en état et en avertira à sa convenance son assureur.

Afin de prévenir tout litige, tout TITULAIRE réalisant des travaux tels que soudure, meulage, démolition, peinture, collage, manutentions, etc., doit prendre en charge les dispositifs de protections nécessaires pour ne pas détériorer les ouvrages des autres TITULAIRES ou les ouvrages existants et conservés. Ces dispositifs qu'ils soient décrits explicitement ou pas dans le CCTP, sont prévus de fait dans le prix du marché en fonction du phasage déterminé par le planning contractuel.

RESPONSABILITE

Le TITULAIRE est censé connaître les techniques de travaux prévues dans le présent lot et prescrits au présent CCTP et ne peut arguer d'erreurs ou d'omissions au présent descriptif, pour ne pas exécuter comme étant compris dans son offre, tous les ouvrages nécessaires au parfait et complet achèvement et à la conservation des travaux envisagés.

Les responsabilités du TITULAIRE au sujet de l'exécution et de la garantie des travaux sont celles imposées par des dispositions en vigueur et en particulier, par la Loi 78 12 du 4 janvier 1978, (notamment les garanties légales de parfait achèvement, de bon fonctionnement et/ou décennale).

A cet égard, les attestations produites par le TITULAIRE doivent être datées de moins de trois mois et émaner de la compagnie d'assurances elle-même. Elles doivent comporter mention que l'assuré est à jour dans le versement de ses primes.

En outre, le TITULAIRE doit fournir les attestations émanant des Fabricants l'approvisionnant. Ces attestations préciseront les responsabilités du Fabricant et notamment sa responsabilité décennale lorsque celle-ci est engagée sur le fondement de l'article 1792-4 du Code Civil.

Vol :

Il est formellement spécifié que chaque TITULAIRE est entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses travaux jusqu'à la réception complète de sa mission par le MAITRE D'OEUVRE et MAITRE D'OUVRAGE, qu'il s'agisse de vols, détournements, dégradations ou détériorations.

1.9 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Ce C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le C.C.T.P. contractuel, tels qu'ils sont énumérés dans les C.C.T.P. de tous les lots.

À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le C.C.T.P. contractuel.

En tout état de cause, il est précisé que dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort de l'Architecte.

1.10 RÉGLEMENTATIONS ET DOCUMENTS CITÉS DANS LES C.C.T.P.

1.10.1 Connaissance des réglementations et des documents contractuels

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les D.T.U., C.C.T.G., il faut entendre tous les fascicules, additifs, amendements, errata, modificatifs, etc., connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le C.C.A.P.

1.10.2 Dates de prise d'effet des C.C.T.G., D.T.U., normes, etc.

Les textes des C.C.T.G. et C.C.A.G. à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix.

Par extension, il est ici formellement stipulé que pour les autres documents contractuels cités, les dates de prises d'effet seront les mêmes que celles ci-dessus, sauf indication contraire portée dans le document.

Les textes législatifs ne peuvent être mis en application qu'après publication au J.O. (à moins que le législateur n'ait expressément prévu une autre date de mise en vigueur). Les textes réglementaires peuvent être applicables dans un certain délai après sa parution au J.O. ou à une date précisée.

1.11 RÉGLEMENTATION SÉCURITÉ INCENDIE

1.11.1 Réaction au feu des matériaux et produits

En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement requis par la réglementation pour l'emploi envisagé. Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai. Les PV de tenue au feu devront obligatoirement être en cours de validité.

1.11.2 Comportement au feu des ouvrages

Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés de résistance au feu, et autres exigences, le cas échéant, exigés par la réglementation en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré.

L'Architecte a tenu compte de ces exigences dans les documents particuliers du marché.

En tout état de cause, il incombera à l'entrepreneur et/ou à son fournisseur, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

1.12 PLANS DE RÉCOLEMENT

En fin de travaux, en vue de la vérification et de la constitution du Dossier Des Ouvrages Exécutés, les entreprises devront remettre à l'Architecte les plans de récolement (attachements figurés), détails, etc., avec tirages papier couleur en six exemplaires ainsi que sur support informatique (CD- ROM ou clé USB) au format DWG/DOC/XLS selon cas.

La réception des travaux ne pouvant être prononcée tant que ces documents n'auront pas été fournis, tous les frais inhérents à cette prestation seront réputés inclus dans les prix unitaires et/ou forfaitaires de chaque lot.

L'ensemble de ces documents seront cotés, datés, soumis au visa de l'Architecte et distingueront les parties neuves des parties anciennes.

La Maîtrise d'Œuvre vérifiera les dossiers, demandera les modifications puis validera les dossiers de récolement avant la transmission au Maître d'Ouvrage. Les documents transmis sur support informatique ne seront pas sous format PDF.

1.13 RÉGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ DES OUVRIERS

1.13.1 Sécurité et protection sur les chantiers

La présente opération est soumise, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Un Coordonnateur S.P.S. interviendra dans le cadre du chantier et les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes ses demandes concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

MESURES ELEMENTAIRES DE SECURITE

Chaque TITULAIRE doit mettre à la disposition de son personnel les protections individuelles appropriées. Le port du casque et des chaussures de sécurité est obligatoire sur le chantier quel que soit le temps d'intervention.

Dans l'intérêt général et afin d'éviter les accidents et dommages de toute sorte, il est rappelé au personnel (employés et ouvriers), travaillant sur le chantier que toutes les ouvertures ménagées dans les murs, cloisons ou planchers, et non utilisés pendant le cours des travaux (fenêtres, portes, châssis, trémies, etc...) devront être bouchées complètement par des planches de forte section, solidement fixées et d'une résistance suffisante; les ouvertures de service devront être protégées par des garde-corps de 1.10 m de hauteur.

Toute personne qui, pour l'exécution de son travail, sera obligée de déplacer une protection ou clôture, devra la remplacer à nouveau lorsqu'elle quittera, même momentanément ou définitivement, l'emplacement dangereux, chacun étant chargé de fermer l'ouverture qu'il aura pratiquée ou qu'il trouvera béante.

Toute personne, qui pour l'exécution de son travail sera obligée d'utiliser un échafaudage, devra au préalable s'assurer de sa solidité et de sa stabilité.

Toute personne travaillant en élévation devra prendre toutes précautions utiles en vue d'éviter la chute des objets utilisés (outillage, matériaux, matériels).

En cas de pluie, le personnel de chaque TITULAIRE est chargé de prendre d'urgence les précautions nécessaires pour protéger les locaux contre les dégâts des eaux.

En cas de vent, il ne devra laisser aucun objet ou outil sur les échafaudages.

En cas d'incendie, il devra utiliser, conformément aux indications la notice qui y est jointe, les extincteurs de chantier qui devront être maintenus en bon fonctionnement pendant toute la durée des travaux.

PROTECTIONS COLLECTIVES CONTRE LA CHUTE - ACCES

Les fournitures, approvisionnements, première mise en place, location éventuelle, entretien éventuel en cas de détérioration, dépose finale et repli des protections collectives contre la chute ainsi que leur balisage seront prises en charge, pendant le temps nécessaire, par le lot n°1 : · Pour les rives de dalles autour de trémies, allèges inférieures à 1 m, trémies, escaliers, ... et d'une manière générale tous les dénivelés créés par le gros œuvre, y compris la périphérie des terrasses en béton jusqu'à l'intervention de l'étancheur.

· Pour la périphérie ou les décrochés de couvertures ou de toiture en béton à compter de son intervention.

Au cas où un TITULAIRE devrait, selon une procédure agréée par le coordonnateur SPS, déposer provisoirement ces protections pour une intervention, il veillera à rétablir la protection à la fin de l'intervention.

De même, les échelles seront fournies et entretenues, jusqu'à la fin du chantier ou jusqu'au remplacement par les dispositifs définitifs équivalents par le lot n°1.

TRAVAUX A PROXIMITE DE RESEAUX OU D'OUVRAGES EN EXPLOITATION

Toute TITULAIRE susceptible d'intervenir à proximité du domaine public, d'une propriété mitoyenne, de réseaux ou d'ouvrages, publics ou privés, souterrains, aériens ou subaquatiques en exploitation, doit établir en temps utile les Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux nécessaires, et doit se mettre en rapport avec les propriétaires, services publics ou concessionnaires, et respecter leurs consignes de sécurité.

Le cas échéant, ils doivent demander toutes les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux de branchement sur les réseaux urbains et raccordements aux voies de toute nature.

RESPONSABILITE VIS A VIS DES OUVRIERS ET DES TIERS

Conformément au présent document et aux instructions liées aux contraintes d'activité en site occupé, elle devra prévoir les signalisations à l'intérieur de ses zones de travail.

Il est rappelé Au TITULAIRE que sa responsabilité est pleinement engagée en cas d'intervention d'un de ses salariés au droit d'un poste de travail ou toute autre zone mal protégé.

Il ne sera toléré aucune carence de la part du TITULAIRE sur une protection collective et sur la sécurisation de ses zones d'intervention vis-à-vis des zones occupées du site.

En cas de défaillance constatée au cours d'une visite de chantier, il sera fait une mise en demeure pour remise en état des protections et l'arrêt immédiat de toute intervention sur la zone à risques. Les travaux superposés sont interdits en l'absence de dispositions particulières le permettant.

Les zones se trouvant dans cette situation sont gelées provisoirement ou équipées de protections lourdes, adaptées aux risques (auvents, tunnels de circulation, ...).

Il est de la responsabilité du TITULAIRE de prévenir la chute d'objets pendant la réalisation d'une tâche d'un de ses salariés et plus globalement pouvant provenir du chantier.

Tous les moyens de prévention doivent être mis en place à cet effet : auvents, filets, platelages, tunnels, dispositifs d'interdiction d'accès des zones à risques.

Toutes les techniques et moyens mis en œuvre pour répondre à ces exigences doivent répondre pleinement à la réglementation, textes et lois en vigueur.

CONTROLE TECHNIQUE

Chaque TITULAIRE est tenu de respecter les directives du contrôleur techniques.

1.14 PERMIS FEU

Conformément au C.C.A.P., le permis feu est obligatoire pour tous travaux utilisant une source de chaleur.

Il pourra être accordé d'une manière générale, mais définira quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instruments à feu. Des sanctions pourront être prises en cas de manquements graves (circulaire du Directeur de l'Architecture du 27 septembre 1972). Les entreprises devront obligatoirement demander le permis feu chaque semaine.

L'affectataire est partie prenante concernant les mesures de vérification relevant de la responsabilité du Maître d'Ouvrage. Le permis feu doit porter outre la signature de l'Architecte, celle de l'Affectataire.

Le chantier devra être préalablement nettoyé, des protections étant préalablement disposées aux emplacements à risque.

A côté de l'ouvrier, la présence d'un aide muni d'un extincteur dont l'état de marche aura été préalablement et à chaque fois vérifié, sera requise.

Il est également recommandé de prévoir un système d'alarme conventionnel (trompe ou sifflet) pouvant être entendu du sol par un aide ou un pompier qui donnera l'alerte au service de lutte contre l'incendie.

Les pompiers devront être prévenus au préalable sur les travaux envisagés et informés des mesures adoptées.

De plus, afin de prévenir tous risque d'incendie sur le site, une inspection des postes de travail devra être effectuée chaque soir à la fermeture du chantier par chaque responsable d'entreprise, et tous les appareils électriques devront être coupés.

Aucune soudure ne sera effectuée les après-midis ainsi que le dernier jour de travail de la semaine.

2 SPÉCIFICATIONS COMMUNES À TOUS LES LOTS

2.1 PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES ET SPÉCIFIQUES

Pour rappel, les prescriptions sur le contenu des prix, les pièces constitutives du marché, la représentation du personnel, le suivi des travaux, la réception, la remise de documents, la remise d'études d'exécutions, les démarches concernant les autorisations administratives, la sous-traitance, ainsi que les pénalités sont indiquées au CCAP du présent marché.

PRESCRIPTIONS GENERALES

Le marché de travaux étant dévolus en lots séparés, chaque TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance des C.C.T.P. de tous les lots, non seulement des travaux à réaliser dans le cadre du lot soumissionné, mais aussi ceux des autres lots.

Compréhension des CCTP

Les articles des CCTP, numérotés "2.1.3, 4.2.1, etc...." (Exemple de numérotation) décrivent de façon précise les prestations propres au marché : nature et dimensions des matériaux à mettre en œuvre, couleurs, sujétions particulières, etc...

Ils sont précédés d'un "libellé commun", qui suit les sous-chapitres numérotés "2.1 ou 4.2, etc...." (exemple de numérotation). Ce libellé commun définit les généralités de mise en œuvre, de composition, de prestations à fournir, etc.... et est commun à l'ensemble des articles qui le suivent. L'article reprend donc implicitement, en plus de son contenu, l'ensemble des sujétions du libellé commun qu'il précise.

Essentiel des ouvrages à exécuter

Les CCTP définissent l'ESSENTIEL des ouvrages à exécuter par le TITULAIRE. Même non décrits, tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages et inhérents à leur mise en œuvre, suivant les règles de l'Art, les DTU, les obligations professionnelles du TITULAIRE, etc.... et décrits dans ces différents textes, sont dus par le TITULAIRE et font partie intégrale des prix. Le TITULAIRE doit donc intégrer toutes les sujétions de réalisation de ses ouvrages.

Ouvrages implicitement compris

Les CCTP définissent les ouvrages et les prestations dus par le TITULAIRE. Les mentions "fourniture et mise en œuvre de ...", et "toutes sujétions de..." seront implicitement sous entendues en l'absence de toute mention contraire. Le TITULAIRE doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement des travaux décrits.

Les plans et les C.C.T.P. se complètent réciproquement sans que les TITULAIRES puissent faire état après remise de leurs offres d'une éventuelle discordance.

Reconnaitances générales avant travaux

Chaque TITULAIRE est contractuellement réputé avoir procédé à la reconnaissance du lieu concerné, s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux, avoir pris parfaite connaissance de la nature et l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulière qui y sont rattachés, avoir pris en compte les incidences que les ouvrages des autres lots pourraient avoir sur ses propres ouvrages et s'être assuré de la compatibilité de sa propre prestation avec celle prévues aux autres lots. En complément des renseignements qui sont fournis dans les pièces du marché, chaque TITULAIRE doit prendre en compte toutes les mesures (état du terrain, moyen d'accès, état des existants...) qui lui sont nécessaires pour établir ses prix.

Il doit avoir apprécié particulièrement :

- La configuration du terrain et des abords
- L'état des existants et leurs principes constructifs
- La nature et la qualité des matériaux constituant les existants
- La nature et la constitution des structures porteuses
- La nature et la constitution des planchers
- L'état de conservation des existants et toutes autres particularités

- Les moyens de communication et de transport

Les conditions de stockage

- Les ressources en énergie et en eau
- Les lieux de déchargement pour les gravois
- Les possibilités d'installation du chantier
- Le contenu du travail prescrit à partir de l'état existant
- Qu'aucune objection technique majeure ne s'oppose à l'exécution sans réserve du travail prescrit dans les conditions prescrites

· Toutes les sujétions et aléas pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût
Les offres des TITULAIRES seront contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement et implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entreprises pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer d'éventuels repérages/essais/sondage sur existants qu'elles jugeront utiles, après en avoir informé le maître d'ouvrage au préalable.

Aucun TITULAIRE ne peut prétendre à un supplément sur son prix, par suite de difficultés de toutes natures, après la remise de l'offre.

Il est précisé, à ce sujet, que chaque TITULAIRE devra, lors de la remise de son offre, s'il le juge nécessaire, assortir cette dernière d'un document écrit précisant les remarques, réserves ou observations qu'il aurait à formuler en vue d'aboutir au parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages.

En l'absence de document écrit remis lors de l'offre, aucune réserve ultérieure ne sera admise et chaque TITULAIRE sera tenu de réaliser tous les ouvrages, même non mentionnés, nécessaires au parfait achèvement de l'ensemble des travaux sur ses propres ouvrages et s'assurera de la compatibilité de sa propre prestation avec celle prévues aux autres lots.

Les détails qui suivent n'ont pas pour but de dresser la liste des travaux à exécuter, mais d'éclairer l'ensemble des TITULAIRES des lots sur la nature et l'importance des travaux qui les concernent. S'il existe des omissions sur ces documents, où des incohérences entre le projet et les documents de référence ou la réglementation, le TITULAIRE du lot concerné doit à la lumière de sa propre étude, prévoir les travaux nécessaires dans l'ordre général et par analogie avec ce qui est prévu.

Références aux plans

Certains articles du C.C.T.P. font référence à des pièces graphiques spécifiques. Ceci ne réduit pas la lecture aux seules pièces graphiques référencés. Les TITULAIRES sont tenus de consulter toutes les pièces graphiques du projet pour tous les lots. Étant précisé que les TITULAIRES ont accès à l'entièreté du cahier des charges.

Les côtes apparaissant sur les pièces graphiques et au DPGF sont communiquées à titre indicatives. Le TITULAIRE devra impérativement les vérifier.

Constatation d'erreurs ou d'omissions dans les documents

Le présent C.C.T.P. complète ou confirme les indications des pièces graphiques. En cas de contradiction entre les pièces graphiques et le C.C.T.P., le document le plus contraignant pour le TITULAIRE primera sur les autres sauf arbitrage différent de la Maîtrise d'Œuvre.

Le candidat devra étudier attentivement, pour l'établissement de son offre, toutes les pièces du cahier des charges. S'il le juge opportun, le candidat aura la possibilité de signaler les éventuelles anomalies, erreurs ou omissions qu'il aura relevés au cours de son étude. Le candidat aura également la possibilité de questionner le maître d'ouvrage pour l'obtention de certaines précisions conformément aux consignes du RC.

Après notification du marché, le TITULAIRE ne pourra pas se prévaloir de ces anomalies, erreurs ou omissions, pour solliciter une revalorisation financière de son marché.

CARACTERE FORFAITAIRE DE L'OFFRE - VERIFICATION DES QUANTITES

Les quantités apparaissent dans les pièces du dossier de consultation, elles sont données à titre indicatif. Il est précisé que ces quantités n'ont pas de valeur contractuelle.

2.2 RISQUES DE VOL ET DE DÉTOURNEMENT

Se référer au CCAP

Jusqu'à la Réception des Travaux, Le TITULAIRE doit protéger ses matériaux et ses ouvrages contre les risques de vol et de détournement.

RISQUE DE DETERIORATION

Le TITULAIRE est tenu d'assurer la protection de l'ensemble des ouvrages pendant toute la durée de l'intervention et jusqu'à la réception de l'ouvrage. A ce titre, elle est réputée avoir une parfaite connaissance des travaux et modalités d'interventions et sur interaction avec l'existant pour adapter efficacement les mesures de protection de ces derniers.

Le TITULAIRE doit tout mettre en œuvre pour la conservation et la sauvegarde de son matériel en l'état du neuf jusqu'à la réception de ses installations.

Le TITULAIRE fera son affaire, à ses risques et périls, de ses fournitures, matériaux et matériels existants sur le chantier, et prendra toutes précautions qu'elle jugera utiles à cet effet. L'affectation de locaux ou d'emplacements par le Maître d'Ouvrage ne saurait diminuer en rien la responsabilité du TITULAIRE.

Dans le cas où des ouvrages subissent des dégradations par suite d'un manque de protection ou d'une faute du TITULAIRE, celle-ci est tenue de dédommager le Maître d'Ouvrage des préjudices ainsi causés.

Le TITULAIRE est néanmoins responsable des dégâts occasionnés par son propre personnel, celui de ses sous-traitants et prestataires.

Le TITULAIRE prévoira les protections des sols et murs nécessaires à l'évacuation des gravats et l'acheminement des matériaux.

Toute dégradation des éléments existants conservés lors des travaux sera à remettre en état et à la charge complète du TITULAIRE.

GARDE

Le TITULAIRE assure la garde de ses propres ouvrages même provisoires ainsi que celle des ouvrages qui lui sont confiés, notamment par toutes mesures de protection, de surveillance, de maintenance et de gardiennage qui s'avèrent nécessaires.

2.3 PRESTATIONS À LA CHARGE DES ENTREPRISES

Dans le cadre de l'exécution de leur marché, les entrepreneurs devront implicitement :

- toutes leurs installations de chantier spécifiques, les installations de chantier générales telles que vestiaires, réfectoires, sanitaires, etc., étant à la charge du **lot n°1** ;
- l'amenée et le repli des fluides nécessaires à l'exécution des travaux (eau, électricité, etc.) ;
- la fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de leur marché ;
- l'établissement des plans de réservation et des plans de chantier ;
- l'établissement des plans d'exécution ;
- tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux en complément de ceux établis par le titulaire du **lot n°1**, qui seront mis à disposition de l'ensemble des intervenants à titre gracieux ;
- **toutes les incidences financières avec application des prescriptions figurant dans le guide de préconisation publié par l'OPPTBP, dans le respect de la notice PGC et de la réglementation en vigueur**
- toutes les protections nécessaires en complément de celles mises en place par le titulaire du **lot n°1** ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de leurs ouvrages ;
- l'enlèvement de tous les gravois de leurs travaux et les nettoyages après travaux ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception ;

- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « comme construit » (DDOE) pour être remis au Maître de l'Ouvrage à la réception des travaux ;
- la remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuits, etc., nécessaires pour respecter les délais d'exécution ;
- la quote-part de l'entreprise dans les frais généraux du chantier et le compte dépenses communes de chantier, le cas échéant ;
- et tous les autres frais et prestations, même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

2.4 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis son offre : - s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;

- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

2.5 DÉMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc., nécessaires à la réalisation des travaux.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au Maître de l'Ouvrage et à l'Architecte.

Les précautions d'usage (protection, éclairage, etc....) seront à la charge de chaque TITULAIRE, ainsi que les frais éventuels à acquitter aux Services municipaux pour droit de dépôt.

Tout passage, stationnement, occupation du domaine public (voiries, trottoirs, jardin public, etc....) devra faire l'objet d'une demande d'autorisation aux Services Municipaux.

Chaque TITULAIRE devra également les travaux de remise en état des zones utilisés sur le domaine public.

Chaque TITULAIRE restera entièrement et personnellement responsable de tous accidents qui pourraient se produire même aux tiers, par suite d'absence de précautions, de cas fortuits et des préjudices en résultant ; ceci sans exception ni réserve.

2.6 LIAISONS ENTRE LES CORPS D'ÉTAT

La liaison entre les différentes entreprises concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Ainsi :

L'entrepreneur du **lot n°1 - Installation de chantier, Échafaudages, Maçonnerie, Finitions** prendra contact avec tous les autres corps d'état afin d'obtenir tous renseignements relatifs aux ouvrages de finition et d'équipements dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation de ses propres travaux. Chaque entrepreneur réclamera à l'Architecte en temps voulu toutes les précisions utiles qu'il jugera nécessaires à la bonne exécution de ses prestations.

Chaque entrepreneur se mettra en rapport en temps voulu avec le ou les corps d'état dont les travaux sont liés aux siens, afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.

Chaque entrepreneur devra travailler en bonne intelligence avec les autres entreprises intervenant sur le chantier, dans le cadre de la coordination d'ensemble.

Tous les entrepreneurs seront tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution de leurs travaux en parfaite liaison avec ceux des autres corps d'état.

À aucun moment durant le chantier, un entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir des renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux autres corps d'état pour la poursuite de leurs travaux.

2.7 TRAVAUX SPÉCIAUX

Dans tous les cas où il est prévu dans le marché certains travaux spéciaux pour lesquels l'entrepreneur titulaire du marché n'a pas la qualification professionnelle, l'Architecte sera en droit d'exiger que les travaux concernés soient sous-traités à un entrepreneur spécialiste qualifié. Le choix du sous-traitant sera alors à soumettre au Maître d'Ouvrage pour accord.

2.8 NOTE CONCERNANT LE PLOMB ET L'AMIANTE

Conformément à la réglementation en vigueur, le Maître d'Ouvrage a fait procéder en amont de l'opération aux diagnostics plomb et amiante dans l'ensemble des zones concernées par le projet. Ces diagnostics sont joints au présent dossier de consultation.

Lors des interventions dans les locaux et en fonction des résultats de ces diagnostics, chaque entrepreneur concerné devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter la législation en vigueur.

L'entrepreneur concerné devra soumettre, préalablement à toute exécution, un protocole d'intervention à l'approbation de l'Architecte et du Coordonnateur SPS indiquant notamment les conditions opérationnelles de retrait de l'ensemble des matériaux contaminés (méthodologie, principe de confinement, etc.) ainsi que les conditions d'évacuation des gravats contaminés (bordereau du suivi de déchets, envoi en centre de traitement des déchets de catégorie appropriée, etc.).

Cette sujétion étant réputée connue de l'ensemble des entrepreneurs, les conséquences financières induites seront incluses dans les soumissions de chaque entrepreneur. Il ne pourra être alloué aucun supplément quand bien même des mesures de protections complémentaires seraient exigées par l'Architecte ou le Coordonnateur SPS, pour le respect de la réglementation.

2.9 CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION - SÉCURITÉ INCENDIE -

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation " sécurité incendie ", les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu du matériau ou produit concerné. L'Entrepreneur s'assurera également de la conformité du projet avec la notice de sécurité et les prescriptions du service de prévention du département de **Paris**.

2.10 CONFORMITÉ À LA RÉGLEMENTATION - HANDICAPÉS -

Les Entrepreneurs devront s'assurer, pour ce qui les concernent, que l'ensemble des ouvrages prévus dans le cadre de la présente opération sont conformes à la réglementation "HANDICAPÉS". En cas de non-conformité, ils devront émettre toutes les réserves nécessaires dans le mémoire technique annexé à leur soumission ou au plus tard lors de l'établissement des plans d'exécution. Toute prestation s'avérant non conforme à ladite réglementation en cours d'exécution fera l'objet d'une mise en conformité par l'entrepreneur concerné sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage.

2.11 ÉCHANTILLONS

L'entrepreneur est tenu de fournir, dans les délais fixés, tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seront demandés par l'Architecte. Ceux-ci doivent être montés en panoplie, disposés sur un chevalement et soigneusement fixés, plombés le cas échéant, pour éviter toute substitution.

Ils seront entreposés par l'entrepreneur dans un local spécial annexé au bureau de chantier.

Les échantillons seront inscrits sur un registre et seront numérotés. Le registre comportera une case réservée à la signature de l'Architecte, qui sera seul juge de la conformité de ces échantillons avec les spécifications des pièces du dossier.

Aucune commande de matériel ne pourra être passée par l'entrepreneur, sinon à ses risques et périls, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'aura pas été matérialisée par la signature ci-dessus visée.

Les ouvrages témoins seront présentés entièrement équipés aux dates prévues dans le calendrier en vigueur, au Maître d'œuvre et au Maître d'Ouvrage.

2.12 CONSTAT PHOTOGRAPHIQUE

Les Entrepreneurs titulaires des **lots n°2 & 3** devront, par tous moyens à leur convenance, l'établissement d'un constat photographique permanent concernant le chantier ainsi que toutes les interventions couvrant le **lot n°1**.

Ce constat photographique comprendra :

- Un relevé général des zones d'interventions et des parcours d'approvisionnement reflétant l'état des lieux avant travaux.
- Une campagne mensuelle reflétant l'avancement du chantier **tous corps d'état** avec mise en évidence des différentes phases d'interventions.
- En fin de travaux, après repliement des installations de chantier, réalisation d'un rapport photographique sur l'ensemble des zones restaurées y compris parcours d'approvisionnement et zone d'installation de chantier.

L'ensemble des documents photographiques seront en couleur avec tirage papier au format 15*10 minimum ainsi que sur support informatique au format JPEG avec une définition minimale de 4 millions de pixels. Ces photos seront montées sur papier cartonné blanc (fiches bristol ou équivalent) puis légendées avec indication de la date de prise de vue, le lieu et la description sommaire de l'intervention en cours.

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, ces documents seront rassemblés dans un classeur de présentation au format 21*29.7 minimum et seront paginés. Chaque début de mois, lors de la 1ère réunion de chantier, les entrepreneurs des **lots n°2 & 3** soumettront au visa de l'Architecte le classeur intégrant l'ensemble des prestations arrêtées à la fin du mois précédent.

En fin de travaux, après approbation du document final par l'Architecte, les entrepreneurs des **lots n°2 & 3** feront leur affaire de la reprographie en 4 exemplaires du dossier pour remise à l'Architecte (2 exemplaires) et au Maître d'Ouvrage (2 exemplaires).

Cette prestation intéressant l'ensemble des corps d'état, mais étant confiée aux **lots n°2 & 3** pour des raisons d'homogénéité du document final, l'ensemble des dépenses correspondantes seront portées à la charge du compte dépenses communes de chantier, l'entrepreneur du **lot n°1** gérant les dépenses.

En cas de défaillance dans la production du constat photographique permanent, l'Architecte fera effectuer, après mise en demeure, la prestation par un photographe professionnel, l'ensemble des frais correspondants étant alors portés au compte dépenses communes de chantier.

L'ensemble des documents photographiques du dossier seront libres de tout droit.

2.13 RÈGLES D'EXÉCUTION GÉNÉRALES

Tous les travaux devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé aux entreprises qu'il leur sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art et qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées. La démolition de tous travaux reconnus défectueux par l'Architecte et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux ouvrages des autres corps d'état, et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Tous les matériaux, éléments et articles fabriqués « non traditionnels » devront toujours être mis en œuvre conformément aux prescriptions de l'Avis technique.

2.14 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATÉRIAUX

2.14.1 Généralités

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours neufs et de première qualité en l'espèce indiquée.

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du C.C.T.P., l'Architecte aura toujours la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer et d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

Pour tous les matériaux et articles fabriqués soumis à Avis Technique, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et produits fabriqués titulaires d'un Avis Technique.

Pour les produits ayant fait l'objet d'une certification par un organisme certificateur, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires d'un certificat de qualification.

2.14.2 Produits de marque

Concernant le choix des matériels, matériaux et produits, l'entrepreneur devra préciser les références des fournitures qu'il compte mettre en place (ou valider les propositions de la Maîtrise d'Œuvre) lors de la soumission, au moyen de son mémoire technique.

Les entrepreneurs auront toujours toute latitude pour proposer lors de la remise de leur offre des matériels, matériaux et produits, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, formes, aspects, etc. aux prescriptions du C.C.T.P.

2.14.3 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur, étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composants préconisés par l'Architecte, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit avec toutes justifications à l'appui.

2.14.4 Agréments - Essais - Analyses

Pour tous les matériaux et produits fabriqués soumis à un Avis Technique du CSTB, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux titulaires de cet Avis Technique. Il devra toujours être en mesure, à la demande de l'Architecte, d'en apporter la preuve.

L'entrepreneur sera également tenu de produire, à toute demande de l'Architecte, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

À défaut de production de ces procès-verbaux, l'Architecte pourra prescrire des essais ou analyses sur prélèvements, qui seront entièrement à la charge de l'entrepreneur.

TEINTES

Toutes les teintes sont au choix du Maître d'œuvre dans la gamme élargie des coloris de fabrication avec référence RAL ; les teintes métallisées peuvent être retenues sans plus-value aux teintes de base.

CALEPINAGE

Le calepinage des ouvrages respectera strictement les plans du Maître d'œuvre.

2.15 RÉSERVATIONS - PERCEMENTS - REBOUCHAGES - SCELLEMENTS - RACCORDS

2.15.1 Prescriptions générales

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge l'exécution de tous les percements, passages, trous, réservations, scellements, rebouchages, incorporations au coulage, etc., nécessaires à la complète et parfaite finition des ouvrages.

Dans les maçonneries, tous les trous, percements, saignées, etc., seront exécutés par les entrepreneurs des corps d'état concernés, sauf spécifications contraires dans les C.C.T.P. propres à chaque lot.

Les scellements, rebouchages, etc., seront toujours à effectuer par l'entrepreneur du corps d'état concerné.

2.15.2 Scellements - Rebouchages

Dans le cas général, les scellements se feront au mortier de chaux et sable fin, au ciment dans les maçonneries XXème hourdées au ciment, et les cales en bois dans les scellements sont interdites. Dans les éléments montés au plâtre et ceux enduits au plâtre, les scellements se feront au plâtre. Les scellements devront toujours être arasés de 0,010 environ en retrait du nu fini, afin de réserver l'épaisseur nécessaire pour le raccord.

2.15.3 Remarques particulières concernant les ouvrages en maçonneries anciennes

L'emploi du ciment ou de liants hydrauliques dans les maçonneries anciennes est **formellement interdit** sauf prescriptions particulières dans le CCTP propre à un lot ou avis **écrit** de l'Architecte.

2.16 PROTECTION DES OUVRAGES

2.16.1 Protections des ouvrages des autres corps d'état

Chaque entrepreneur, dont l'exécution de ses propres travaux risque de causer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place, devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis. Faute par lui de se conformer à cette prescription, l'entrepreneur responsable en subira toutes les conséquences.

2.17 NETTOYAGE DE CHANTIER

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours, immédiatement après exécution de ses travaux dans une zone donnée, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au balayage des sols et des échafaudages.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et la mise en tas de l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois depuis les échafaudages ou par les ouvertures en façade, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Pour mémoire, les travaux se dérouleront en milieu occupé, sur des «zones de travaux». Le site d'intervention est d'abord un lieu d'activité et d'habitation.

De plus, et à raison d'une fois par semaine au minimum, l'entrepreneur du **lot n°1** devra effectuer un nettoyage et balayage général des zones de cheminements en parties communes.

Seront également à la charge du **lot n°1**, le nettoyage et le maintien en bon état de propreté de la base vie et de ses abords.

Tous les frais de nettoyage ci-dessus resteront à la charge de chaque entrepreneur, l'entrepreneur titulaire du **lot n°1** ayant en plus à sa charge le nettoyage mensuel.

En cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, l'Architecte et/ou le Maître d'Ouvrage pourront à tout moment faire procéder, par l'un des entrepreneurs de l'opération ou par une entreprise extérieure de leur choix, au nettoyage et à la sortie de gravois, les frais en seront supportés par l'entrepreneur en cause ou, dans le cas où le responsable ne pourra être défini, ils seront portés au compte dépenses communes de chantier.

2.18 INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'entrepreneur titulaire du **lot n°1** - **Installation de chantier, Échafaudages, Maçonnerie, Finitions** devra les installations de chantier conformes aux règlements d'hygiène et de sécurité et notamment (sans que cette liste soit limitative) :

- fluides nécessaires à la réalisation des travaux (eau, électricité, etc.) ;
- baraques de chantier (vestiaires, réfectoire, etc.) ;
- sanitaires de chantier.

Toutes ces prestations comprendront l'amenée, l'installation, la location et l'entretien pendant la durée des travaux, la dépose, le repli et la remise en état en fin de chantier.

Les frais inhérents à ces installations seront réglés par application des prix prévus dans le bordereau du **lot n°1**.

Les frais d'abonnement et de consommation seront à la charge de chaque lot, réputés inclus dans les prix forfaitaires, les dépenses étant gérées par le titulaire du **lot n°1** conformément au C.C.A.P.

Les baraques de chantier propres à chaque entreprise pour le stockage de ses matériels et matériaux seront à la charge de chacune, les frais inhérents seront réputés compris dans les prix unitaires et/ou forfaitaires du lot concerné.

La base vie sera installée dans la cour intérieure ainsi qu'en pied de la façade donnant côté place des Vosges, selon plan prévisionnel d'installations de chantier établi par l'entrepreneur titulaire du **lot n°1**, dans le respect des prescriptions du coordonnateur SPS.

MOYENS DE LEVAGE

En dehors du lift et des treuils installés par le TITULAIRE du lot 1, il n'est pas prévu de moyens de levage sur le chantier. Chaque TITULAIRE de lot devrait prévoir leurs moyens de levage éventuels dans leur chiffrage ainsi que toutes les démarches administratives.

Les demandes de mise en place de grue sont à valider auprès du lot 1, le coordonnateur SPS, la maîtrise d'œuvre.

INTERVENTION ANTICIPEE

Si le planning prévoit qu'un TITULAIRE doit intervenir avant la première intervention du lot 1, il fera son affaire de la fourniture, l'installation et le repli d'un bloc sanitaire, de la signalisation du chantier et des clôtures en périphérie de ses travaux.

PLAN DE SURVOL DES GRUES

Dans l'éventualité où le TITULAIRE souhaiterait procéder à des opérations de grutages, ces interventions devront être coordonnées et validées par les services de la voiries. Le TITULAIRE devra prendre attache avec les services en charge des autorisations 3 mois avant la date envisagée pour un grutage.

Ces opérations devront être communiquées aux Locataires 1 mois avant leur réalisation.

2.19 PASSERELLES - PROTECTIONS - ETC.

Les entrepreneurs auront implicitement à leur charge, en complément des équipements spécifiquement prévus dans la description des ouvrages de chaque lot, dans le cadre des prix de leur marché, l'amenée, la mise en place, la maintenance, la dépose et le repli de tous les équipements de passage et de sécurité, notamment :

- toutes les passerelles avec ou sans garde-corps selon le cas ;
- toutes les barrières, garde-corps et autres protections nécessaires ;
- la signalisation de jour et de nuit ;

et tous autres équipements de sécurité qui s'avèreraient nécessaires.

2.20 REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, ainsi que tous autres gravois et décombres devront être enlevés en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au Maître de l'Ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

Cette remise en état des lieux se fera dans les conditions suivantes :

- chaque entrepreneur enlèvera ses propres installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais
- l'entrepreneur titulaire du **lot n°1** aura en plus à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires ainsi que toutes les installations de chantier communes, baraques de chantier, etc. réalisés par ses soins en début de chantier.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs ne seront pas démontées et les lieux remis en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

3 SPÉCIFICATIONS PROPRES AUX INTERVENTIONS DE RESTAURATION

3.1 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment, sans que cette énumération soit limitative, sur :

- l'état général des existants et leur degré de conservation ;
 - l'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
 - la nature des matériaux constituant les existants ;
 - les principes constructifs des existants, et plus particulièrement les structures porteuses ;
- et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux de chaque lot et sur leur coût

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

3.2 PROTECTION DES EXISTANTS

3.2.1 Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les zones dans lesquelles sont réalisées des travaux que pour celles utilisées pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois. Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet y compris les balisages et les restrictions d'accès notamment durant les livraisons et les approvisionnements.

3.2.2 Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastique, des écrans anti poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. L'Architecte se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protections complémentaires sans aucun supplément de prix. En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

3.2.3 Travaux réalisés en site occupé

L'immeuble restera occupé pendant la réalisation des travaux.

Les entreprises devront, après concertation avec les usagers :

- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des occupants au fur et à mesure de l'exécution des travaux notamment des séparatifs et protections à adapter aux locaux occupés. Les zones d'intervention seront matérialisées par chaque intervenant, avant commencement de l'exécution des travaux, soit par barrières type barrière de police, soit par bandes type "rubalise" ou équivalent.

- Immédiatement cesser, à la demande de l'affectataire, tout bruit voire toute activité.

L'ensemble du stockage des matériels et matériaux devra impérativement être effectué dans les aires de stockage installées en début d'opération à proximité de l'immeuble.

Ces sujétions faisant partie intégrante des travaux, ne pourront donner lieu à aucune rémunération complémentaire, et seront réputées incluses dans chacun des prix de l'entreprise.

Une parfaite coordination devra être faite concernant l'enchaînement de tâches au droit d'une même zone travaux, et afin de limiter les nuisances.

Dans les étages restants utilisés par les locataires durant les travaux, le TITULAIRE prévoira les dispositions nécessaires selon les configurations, qui sont fonction des cloisonnements des locataires. Pour les travaux ponctuels dans des espaces cloisonnés, une signalisation provisoire sera mise en place par le TITULAIRE sur les portes d'accès, indiquant la zone en travaux et spécifiant l'interdiction d'accès aux personnes extérieures au chantier. L'interdiction d'accès au locataire dans ses locaux ne pourra être réalisée uniquement que de façon ponctuelle, partielle, et avec son accord préalable. Pour les travaux dans les espaces non cloisonnés, le TITULAIRE mettra en place un barriérage. L'emprise du barriérage devra être signalé sur les plans d'installations de chantier. Les emprises ne pourront impacter les conditions de sécurité des locataires. Les travaux qui auraient des impacts sur les conditions d'évacuation devront être réalisés hors des périodes de présences des locataires. Le TITULAIRE prévoira également le balisage et les indications concernant la gestion des flux depuis l'extérieur jusqu'aux zones en travaux.

PROTECTION DES OUVRAGES

Le TITULAIRE prévoira l'ensemble des protections nécessaires afin d'éviter les dégradations des ouvrages existants, qu'ils fassent objet de l'opération ou non.

Au droit des zones de travail le TITULAIRE mettra en place des protections mécaniques afin de préserver les ouvrages existants (sols, murs, plafonds, mobiliers,...) contre les dégradations (chocs, poussières,...). Lors des interventions sur les équipements hydrauliques, le TITULAIRE mettra en place les éléments nécessaires à la récupération des fluides, pour éviter les dégradations.

Afin de préserver les sols, les intervenants devront disposer de chaussures de sécurité propre ou de surchaussures.

Dans les espaces de circulations, le TITULAIRE installera des protections mécaniques afin de protéger les ouvrages existants (cloisons, sols, mobiliers). Elle prévoira les adaptations nécessaires pour assurer la continuité d'exploitation.

Des protections contre les poussières types bâches avec rubans adhésifs seront à prévoir pour protéger les pièces et ouvrages. Cela est valable pour les éléments immobiliers et mobiliers ne faisant pas partie du périmètre d'intervention. Dans les niveaux ne disposant pas de cloisonnements le TITULAIRE prévoira des sas de protections par bâches maintenues par des perches télescopiques. Le TITULAIRE aura à sa charge la remise en état ou remplacement des éléments dégradés, aussi bien des mobiliers que des revêtements de sols, cloisons ou plafonds.

MAINTIEN DES ISSUES DE SECOURS

Afin d'assurer la sécurité des personnes, les issues de secours devront être maintenues en permanence (pour les locataires et les ouvriers). Les cages d'escalier devront disposer d'une largeur de passage suffisante, le cheminement ne devra en aucun être obstrué.

PROTECTION CONTRE LES NUISANCES SONORES

Le TITULAIRE prévoira un dispositif de mesure des niveaux de bruits pour les travaux engendrant des nuisances sonores importantes,

INTERACTIONS AVEC LES USAGERS - DEMENAGEMENTS MOBILIER

Les travaux étant réalisés en milieu occupé, il n'est pas prévu d'évacuation du mobilier des différents niveaux. Par ailleurs les aménagements (cloisonnements, revêtements de sols,...) ne sont pas prévus curés à cette fin les interventions devront protéger les éléments en place.

Certains éléments de mobilier sont situés devant les zones d'interventions. Les Locataires déplaceront hors des emprises de travaux les éléments de fourniture et équipements de bureautique. Le déplacement de ces éléments sera réalisé par les Locataires avant les interventions du TITULAIRE. Afin d'assurer le bon déroulement des travaux, le TITULAIRE réalisera un repérage exhaustif des éléments qui seront transmis à la Maîtrise d'Ouvrage, et à la Maîtrise d'œuvre pour validation 2 mois avant le début de l'intervention. Ce document sera transmis aux Locataires 1 mois avant le début de l'intervention dans la zone. Le titulaire aura à sa charge le déplacement du mobilier de bureau afin de constituer sa zone de travail.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'opération des réunions d'informations seront organisées avec le Maître d'Ouvrage, les Locataires et le TITULAIRE .

COMMUNICATION AVEC LES LOCATAIRES AVANT LES TRAVAUX

Le TITULAIRE transmettra à la Maîtrise d'œuvre et à la Maîtrise d'Ouvrage le déroulé des travaux d'un niveau envisagé 60 jours ouvrés avant le début des travaux. L'organisation et le descriptif travaux seront transmis aux locataires 30 jours ouvrés avant le début de l'intervention afin qu'ils puissent s'organiser. Le phasage s'accompagnera d'un planning intégrant les différentes tâches, y compris celles devant être réalisées en amont des travaux (déplacements mobiliers, ...).

AU COURS DES TRAVAUX

Les communications nécessaires au bon déroulement des travaux se feront par courriel entre l'interlocuteur désigné du locataire concerné par les travaux et l'interlocuteur du TITULAIRE. La Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage devront être tenu informé en temps réel de ces échanges. Des réunions hebdomadaires avec le locataire tertiaire principal se tiendront obligatoirement en présence du titulaire.

3.2.4 Prise en charge des frais

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants seront à la charge des entreprises dans les conditions suivantes :

- les frais de protections propres à un corps d'état seront à la charge de ce corps d'état et réputés inclus dans le prix soumissionné dans l'acte d'engagement
- les frais de protections communes, en complément de celles prévues explicitement dans le C.C.T.P. d'un lot spécifique, seront à la charge de toutes les entreprises intervenant sur le chantier, au prorata du montant de leurs marchés respectifs.

DEPENSES D'INTERET COMMUN – COMPTE PRORATA

Le compte prorata s'applique à l'ensemble des lots. Chaque TITULAIRE participera aux frais du compte prorata.

Chaque fois que cela sera possible, les travaux pris en compte au titre du compte prorata seront facturés sur la base des prix unitaires des marchés. A défaut, le TITULAIRE du lot chargé des travaux proposera des décomptes en régie, acceptés par la Maîtrise d'œuvre et la Commission de Gestion mise en place par l'ensemble des TITULAIRES.

En règle générale, chaque TITULAIRE devra veiller à limiter au strict minimum les frais résultants de dépenses communes décomptées en compte prorata et, dans cet esprit, il est tenu de nettoyer lui-même et d'évacuer au fur et à mesure ses propres déblais sur les lieux de son intervention.

Dans le mois qui suivra l'Ordre de Service de démarrage des travaux, les TITULAIRES DES LOTS 01, 02, 03, 04 et 05 formeront la commission chargée de la gestion du compte prorata avec arbitrage de la Maîtrise d'Œuvre, et publication des dispositions prises.

Une convention inter-entreprises sera établie par le TITULAIRE du lot n°1 laquelle devra faire l'objet d'une validation par la commission chargée de la gestion du compte prorata, et ce avant la fin de la période de préparation.

Le TITULAIRE du lot n°1, assurera la présidence de cette commission et assurera la gestion administrative et financière du compte prorata (Demande de devis, rapports de réunions etc ...) et ceci sans frais complémentaires.

Les factures au titre du compte prorata seront comptabilisées par le gestionnaire sous le contrôle de la commission et présentées régulièrement au Maître d'œuvre.

Le TITULAIRE du lot n°1 procédera aux appels de fonds nécessaires au paiement des factures et en assurera leur paiement.

Lors de la réception, le décompte définitif du prorata devra être établi entre tous les TITULAIRES, à la diligence du TITULAIRE du lot n°1.

IMPUTATION DES DEPENSES

Les dépenses de l'ensemble des installations de chantier décrites au présent document compris annexes, au P.G.C., au C.C.A.P. et au CCTP lot 1 sont à charge du TITULAIRE du lot n°1. Les dépenses communes et consommables sont dues au compte-prorata.

3.3 SUJÉTIONS LIÉES AUX BÂTIMENTS

Les entreprises seront tenues de se conformer aux consignes de sécurité et aux restrictions d'accès qui leur seront précisées par l'Architecte et le Coordonnateur S.P.S. et ce sans pouvoir prétendre à aucune indemnité de quelque nature.

En fin de travaux les entreprises procéderont à la remise en état des lieux.

Les matériels et matériaux seront obligatoirement stockés dans l'aire de stockage.

Tous les coltinages et notamment les coltinages verticaux devront être effectués conformément aux spécifications figurant dans le P.G.C.

L'emploi de projecteur halogène et de tout appareil de chauffage est prohibé sur le chantier sauf dérogation ponctuelle écrite de l'Architecte.

Toutes les contraintes pouvant découler des sujétions évoquées ci-avant seront réputées connues de l'entrepreneur et ne pourront donner lieu à dédommagement.

Seul le petit matériel nécessaire à l'exécution des travaux pourra être stocké sur place dans l'emprise du chantier.

3.4 MESURES DE CONSERVATION DES ABORDS

Les abords de l'édifice et notamment la voirie publique devront être sauvegardés en leur état.

Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux revêtements de sols, etc.

3.5 NETTOYAGES

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, un nettoyage journalier devra être effectué et les entrepreneurs devront prendre toutes dispositions utiles à ce sujet.

Les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs.

En fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans toutes les zones touchées par les travaux, de même que dans celles utilisées pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

En résumé, l'entrepreneur devra en fin de chantier restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Les frais de ces nettoyages resteront à la charge de chaque entreprise concernée.

En cas de non-respect par les entrepreneurs des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, le Maître d'Ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de ce dernier.

3.6 TRAVAUX DE DÉPOSE ET DE DÉMOLITION

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose seront à soumettre à l'Architecte, au coordonnateur SPS et au Maître d'Ouvrage pour validation avant intervention. L'entrepreneur devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

3.7 MATÉRIAUX ET MATÉRIELS DE RÉCUPÉRATION

Le Maître d'Ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux **décoratifs** et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, l'entrepreneur aura la liberté de récupérer tous les matériaux de son choix, mais il devra les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

3.8 NUISANCES DE CHANTIER

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier,
- les poussières générées,
- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier,
- les salissures des voies publiques et des parties communes.

3.9 PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AUX TRAVAUX DANS LES EXISTANTS

Pour l'exécution des travaux de reprises en sous-œuvre, de percement, de reprise de charpente, etc., les entrepreneurs concernés devront prendre toutes les dispositions et les précautions nécessaires pour éviter tous désordres, si minimes soient-ils, aux ouvrages existants.

Ils devront notamment :

- exécuter tous étalements et étré sillonnements avant les travaux ;
- procéder aux reprises par petites parties ;
- obtenir un serrage parfait des nouveaux ouvrages sous ceux existants par mise en œuvre de coins de serrage ou par tout autre procédé.

Il est bien entendu que les entrepreneurs auront à supporter toutes les conséquences de désordres qui apparaîtraient sur les ouvrages existants en cours d'exécution des travaux ou après finition de ceux-ci.

Tous les frais consécutifs aux prescriptions du présent article font intégralement partie du prix soumissionné par l'Entrepreneur concerné.

3.10 DIMENSIONS DES EXISTANTS

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le C.C.T.P. sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des côtes et dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, l'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de côtes qui lui sont nécessaires.

3.11 SORTIE ET ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX DE DÉMOLITION ET GRAVOIS

Tous les travaux prévus au marché comprennent implicitement le ramassage, la descente ou la montée et la sortie hors de la construction de tous les déchets, gravois, matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis.

Ils comprennent également, sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier ; le lieu de dépôt à toute distance ainsi que tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

Aucun brûlage de déchets à l'air libre ne sera autorisé dans l'emprise du chantier ou dans les abords du site, l'Entrepreneur devra évacuer ses déchets hors du site, en centre de tri.